

PRECOMPTA - Prestations d'audit

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

F.S.G.T.

Fédération Sportive et Gymnique du Travail

Association déclarée en préfecture

Siège Social : 14-16 rue Scandicci
93500 PANTIN

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024

- SUR LES COMPTES ANNUELS

- SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

PRECOMPTA - Prestations d'audit

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

F.S.G.T.

Fédération Sportive et Gymnique du Travail

Association déclarée en préfecture

Siège Social : 14-16 rue Scandicci
93500 PANTIN Cedex

<p>RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024</p>
--

F.S.G.T.
Fédération Sportive et Gymnique du Travail

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024

A l'assemblée générale,

L'assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2024 doit avoir lieu conformément aux statuts dans les six mois suivant la fin de la saison sportive, soit au plus tard le 28 février 2025. A notre connaissance, aucune demande de prorogation n'a été effectuée. L'assemblée générale étant prévue à partir du 28 mars 2025, notre rapport est établi en date du 18 mars 2025.

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Fédération Sportive et Gymnique du Travail (F.S.G.T.)** relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 - FONDEMENT DE L'OPINION

Fondement de l'opinion avec réserve

Un fond dédié pour un projet de coopération et de solidarité internationale intitulé « PALESTINE AFD3 » a été comptabilisé sur l'exercice. Votre association n'ayant pas été en mesure de produire les justificatifs pour les dépenses engagées sur place, nous ne pouvons-nous prononcer sur ces charges d'un montant d'environ 110.000 € sur un total d'environ 350.000€.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période allant du début de l'exercice jusqu'à la date d'émission de notre rapport.

3 - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 – VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

5 - RESPONSABILITES DU COMITE DE COORDINATION NATIONALE ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient au Comité de coordination nationale d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place

le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Comité de coordination nationale d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité de coordination nationale.

6 - RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Comité de coordination nationale, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par le Comité de coordination nationale de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 18 mars 2025.

PRECOMPTA - Prestations d'audit
Société de Commissaires aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'F' followed by a cursive 'L' and 'IAH'.

Florence BLIAH
Commissaire aux Comptes

BILAN SYNTHETIQUE
FEDERATION SPORTIVE ET GYMNIQUE DU TRAVAIL
Edition du : 01/09/2023 au 31/08/2024
Soldes N-1 au mois

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé :					Fonds propres		
Immobilisations incorporelles					Fonds associatifs	3 078 490	2 837 598
Immobilisations corporelles	2 287 412	1 860 548	426 864	495 413	Ecarts de réévaluation		
Immobilisations financières	20 828		20 828	20 828	Réserves :		
					- Réserve légale		
TOTAL I	2 308 239	1 860 548	447 691	516 241	- Réserves réglementées		
					- Autres		
Actif circulant :							
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Report à nouveau		
Marchandises	37 205		37 205	8 234	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-680 662	240 892
Avances et acomptes versés sur commandes					Subventions d'investissement	104 404	113 681
					Provisions réglementées		
					TOTAL I	2 502 232	3 192 171
					Fonds dédiés	279 219	0
					TOTAL II	279 219	0
					Provisions pour risques et charges (II)	236 080	82 174
					TOTAL III	236 080	82 174
Créances :					Dettes		
Clients et comptes rattachés	521 291	188 652	332 638	323 714	Emprunts et dettes assimilées	0	
Autres	1 160 811		1 160 811	212 698	Avances et acomptes reçus sur commandes		
Valeurs mobilières de placement	1 320 986		1 320 986	1 658 804	Fournisseurs et comptes rattachés	6 271	
Disponibilités (autres que caisse)	883 245		883 245	1 086 152	Dettes fiscales et sociales	168 315	215 625
Caisse	11 668		11 668	708	Autres	478 596	286 847
					TOTAL IV	653 182	502 472
TOTAL II	3 935 205	188 652	3 746 553	3 290 399			
Charges constatées d'avance (III)	51 405		51 405	210 785	Produits constatés d'avance (V)	574 936	240 609
TOTAL GENERAL (I+II+III)	6 294 850	2 049 201	4 245 649	4 017 426	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 245 649	4 017 426

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE
FEDERATION SPORTIVE ET GYMNIQUE DU TRAVAIL
Edition du : 01/09/2023 au 31/08/2024
Soldes N-1 au mois

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	433 964	191 897	Cotisations	2 965 217	2 888 792
Variation de stock (marchandises)			Ventes de marchandises	24 752	8 585
Achats d'approvisionnement	114 980	125 760	Production vendue (biens et services)	502 964	399 522
Variation de stock (approvisionnement)	-28 881	13 687	Subventions d'exploitation	1 385 133	625 061
Autres charges externes	2 099 320	1 512 863	Dons	30 890	
Impôts, taxes et versements assimilés	203 417	169 439	Reprise sur amort., déprec. et prov.	27 104	87 701
Rémunération du personnel	1 548 768	1 241 916	Autres produits	11 948	10 200
Charges sociales	575 043	467 602	TOTAL (I)	4 948 008	4 019 861
Dotations aux amortissements	71 369	60 694			
Dotations aux provisions	153 906	34 594			
Reports en fonds dédiés	279 219	0	PRODUITS FINANCIERS	21 408	3 374
Autres charges	221 250	205 988	TOTAL (II)	21 408	3 374
CHARGES FINANCIERES					
TOTAL (I)	5 672 355	4 024 440			
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	91 994	39 073	PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	118 819	281 171
			TOTAL (III)	118 819	281 171
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)	4 548				
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	5 768 897	4 063 513	TOTAL DES PRODUITS (I+II+III)	5 088 235	4 304 406
BENEFICE OU PERTE	-680 662	240 892			
TOTAL GENERAL	5 088 235	4 304 405	TOTAL GENERAL	5 088 235	4 304 405
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Personnel bénévole 140 000			Bénévolat 140 000		

ANNEXE AUX COMPTES

PREAMBULE

Activité

Association sportive nationale multisports, créée en 1934, qui fédère des associations sportives et d'entreprises regroupées en comités et régions organisant du sport et des loisirs.

Fédération d'éducation populaire qui s'engage à développer un sport pour tous, citoyen, éducatif et émancipateur.

Les militant.es de la FSGT, salarié.es et bénévoles, mettent en œuvre le projet de la FSGT.

Les cotisations d'affiliation et d'adhésion constituent les principales ressources financières de la FSGT.

Exercice social

L'exercice social clos le 31/08/2024 a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 4 245 649€

Le résultat net comptable est – 680 662 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

A - METHODES COMPTABLES ET PARTICULARITES DE L'EXERCICE

1. Méthodes comptables

a) Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Séparation des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historique.

L'association a arrêté ses comptes de l'exercice en respectant les règlements ANC N° 2014-03 du plan comptable général et les prescriptions du règlement ANC N° 2018-06 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Ces derniers règlements ont été appliqués à compter du 01 janvier 2020.

b) Règles et méthodes comptables

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Vidéo/Mobilier/informatique 3 ans
- Agencement/travaux 5 ans
- Immeubles 20 ans à 40 ans

Créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions. Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Subventions

Les subventions d'investissement et de fonctionnement sont comptabilisées à la notification des organismes « subventionneurs ». Elles ont été prises en compte dès l'obtention par la Direction d'une assurance raisonnable de leur attribution et en fonction du planning de mise en œuvre des actions et des investissements.

Fonds dédiés

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi pris par l'association vers le tiers financeur est porté en fonds dédiés.

Les autres méthodes comptables sont examinées dans les notes ci-après, en fonction du poste concerné dans les comptes de l'exercice.

2. Autres éléments significatifs de l'exercice

Deux projets de coopération et de solidarité internationale ont été comptabilisés sur l'exercice.

Le premier projet intitulé « PALESTINE AFD33 » dont :

- les financements comptabilisés sur l'exercice s'élèvent à 636 K€ dont 599 K€ de subventions, dont 31 K€ de dons et 6 K€ de produits divers ;
- les charges s'élèvent à 357 K€

a fait l'objet d'un fonds dédiés de 279 K€.

Le second projet intitulé « Méditerranée » a été subventionné à hauteur de 250 K€.

Une provision pour reversement d'un montant de 150 K€ a été comptabilisée au 31/08/2024 suite à la reprise du projet par le Secours Catholique.

B - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1. Bilan actif

Note n° 1 : Immobilisations incorporelles & corporelles brutes = 2 308 240 €

Montants en €	31/08/2023	Acquisitions	Sorties	31/08/2024
Immobilisations corporelles	2 695 758		-408 347	2 287 412
Immobilisations financières	20 828			20 828
<i>Total</i>	2 716 585		-408 347	2 308 240

Note n° 2 : Détail des amortissements et provisions d'actifs

Montants en €	Amortissements au 31/08/2023	Dotations de l'exercice	Reprises	Amortissements au 31/08/2024
Immeuble de Pantin	660 714			660 714
Immeuble de Toulouse	112 674	5 061		117 735
Immeuble de Rouen	181 239	7 640		188 879
Immeuble de Colombes	164 165	11 800		175 965
Install. Gene. Agenc. Aménag. Divers	441 927	34 414		476 341
Matériel Bureau & Informatique	167 945	2 758	162 148	8 555
Mobilier Matériel de bureau	240 746	176	100 026	140 895
Matériel Vidéo	78 140	240		78 379
Site Web	4 550	8 534		13 084
Matériels informatiques et licences	148 244	1 804	150 048	
<i>Total</i>	2 200 344	72 427	412 223	1 860 548

Note n° 3 : Produits à recevoir par postes du bilan = 1 006 337 € de subventions

(créances à échéance à moins d'un an)	AFD	700 000
	Collectivités	183 115
	ANS / FONJEP	123 222

Note n° 4 : Charges constatées d'avance = 51 405 €

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur. Ces créances ont une échéance à moins d'un an.

Note n° 5 : Disponibilités = 2 215 899 €

Ce poste s'analyse comme suit :	Banques	883 245
	Valeurs mobilières	1 320 986
	Caisses	11 668

Note n° 6 : Autres créances = 522 291 €

Ces créances ont une échéance à moins d'un an	Personnel et comptes rattachés	1 000
	Autres créances clients	521 291

2. Bilan passif

Note n° 7 : Variation des fonds propres

Montants en €	31/08/2023	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	31/08/2024
Fonds propres	2 837 598	240 892			3 078 490
Subv. Investissement	113 681			- 9 277	104 404
Résultat N-1	240 892	240 892			
Résultat N				- 497 547	- 497 547
<i>Total</i>	<i>3 192 171</i>			<i>- 506 824</i>	<i>2 685 347</i>

Note n° 8 - Provisions pour risques et charges dont 236 080 € reclassés en dépréciations d'actifs

Montants en €	31/08/2023	Dotations	Reprises	31/08/2024
Dotation aux provisions Risque Retraite	82 174	3 906		86 080
Provision pour reversement		150 000		150 000
<i>Total</i>	<i>82 174</i>	<i>153 906</i>		<i>236 080</i>

Note n° 9 : Fonds dédiés

Montants en €	31/08/2023	Reprise de l'exercice	31/08/2024	Le solde correspond à la part des fonds pour laquelle les dépenses n'ont pas encore été engagées.
Projet Palestine AFD3			279 219	

Le projet Palestine AFD3, objet de ce fonds dédiés, a été financé sur l'exercice de la manière suivante :

- subvention AFD de 300 000 €
- subventions des collectivités de 299 136 €
- dons pour 30 890 €
- divers pour 5 921 €

Les dépenses attachées à ce projet s'élèvent à 356 728 € sur l'exercice.

Ainsi au 31/08/2024, 279 219 € ont été comptabilisés en fonds dédiés.

Note n° 10 : Etat des dettes (à échéance à moins d'un an)

Etat des dettes	Montant total
FNPNP	6 271
Dettes dues aux comités	66 967
Dettes fiscales & sociales	168 315
Total	241 552

Note n° 11 : Charges à payer par postes du bilan (à échéance à moins d'un an)

Etat des dettes	Montant total
Charges à payer 2023/2024	389 793
Opérations avec la Ligue	21 837
Total	411 630

**Note n° 12 : Produits constatés d'avance = 574 936 €
dont 400 000 € de subvention AFD dédiés au projet Palestine AFD3**

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur, avec une échéance à moins d'un an.

C - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Produits

Note n° 13 : Ventilation des subventions

Subventions	Montant H.T.
Agence Nationale du Sport (Contrat de Développement)	533 497
CNOSF	2 500
Agence Française de Développement (AFD)	300 000
Secours Catholique	250 000
Collectivités	299 136
<i>Total</i>	<i>1 385 133</i>

Note n° 14 : Cotisations

Nature des produits	Montant H.T.
Licences	2 713 314
Affiliations	251 903
<i>Total</i>	<i>2 965 217</i>

Ces cotisations (matérialisées par l'adhésion à l'association) sont essentiellement "sans autre contrepartie" que celle liée principalement à la participation à l'Assemblée Générale de la Fédération.

A ce titre, elles sont comptabilisées dans les comptes 756.

Le fait générateur de l'enregistrement des cotisations et l'appel des cotisations (facturation)

Concernant les parts régionales, 217 681 € ont été reversés sur l'exercice.

Note n° 15 : Ventilation des produits

Nature des produits	Montant H.T.
Vente de produits finis (cpte 70700000)	24 752
Ventes de marchandises (cptes 70881000 à 70882000)	106 671
Produits des activités annexes (cptes 70802000 à 70827000)	25 239
<i>Total</i>	<i>156 662</i>

Note n° 16 : Rémunération

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Note n° 17 : Effectif

L'effectif moyen durant la saison 2023/2024 a été de 35 personnes, dont 19 femmes et 16 hommes.

Effectif TPE au 31/08/24 = 34

Note n° 18 : Contributions volontaires en nature

Le bénévolat est la contribution volontaire en nature dont bénéficie la FSGT.

Les contributions volontaires en nature n'ont pas pu être estimées.

La convention AFD3 fait état de 140 000 € de bénévolat.

Note n° 19 : Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figure au compte de résultat au titre de l'audit légal et s'élève à 8 000 €.

D ENGAGEMENTS HORS BILAN
NEANT

Mise à disposition des locaux de Toulouse, Rouen et Colombes.

E - DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Note n° 20 : Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montants en €
Autres créances	
<i>Produits à recevoir 2023/2024 (cpte 46874000)</i>	153 474
<i>Subventions à recevoir (cptes 44100000 et 44110000)</i>	1 006 337
<i>Total</i>	1 159 811

Note n° 21 : Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montants en €
<i>Charges constatées d'avance 24/25 (cpte 48600001)</i>	51 405

Note n° 22 : Charges à payer

Charges à payer	Montants en €
<i>Ligue Ile de France FSGT (cptes 46750000 à 46751000)</i>	21 837
<i>Charges à payer 23/24 (cpte 46864000)</i>	389 793
<i>Total</i>	411 630

Note n° 23 : Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montants en €
<i>Produits constatés d'avance subvention ADF (cpte 487000)</i>	400 000
<i>Produits constatés d'avance autres (cpte 487020)</i>	174 936
<i>Total</i>	574 936

PRECOMPTA - Prestations d'audit

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

F.S.G.T.

Fédération Sportive et Gymnique du Travail

Association déclarée en préfecture

Siège Social : 14-16 rue Scandicci
93500 PANTIN Cedex

<p>RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024</p>

F.S.G.T.
Fédération Sportive et Gymnique du Travail

RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I - CONVENTIONS PASSEES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE.

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

* Convention de mise à disposition de personnel conclue avec le Comité départemental FSGT de la Haute-Garonne concernant Mme MACHADO Céline

Nature et objet :

- Signature le 1^{er} août 2024 d'une convention de mise à disposition de personnel concernant Mme MACHADO Céline Co-présidente de la FSGT.

Modalités :

- Prise en charge par la FSGT de 40 % du salaire de Mme MACHADO Céline supporté, par la FSGT de la Haute-Garonne.

Personne concernée :

- Mme MACHADO Céline, Coprésidente de la FSGT.

II - CONVENTIONS PASSEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Paris, le 18 mars 2025.

**PRECOMPTA – Prestations d'audit
Société de Commissaires aux Comptes**



**Florence BLIAH
Commissaire aux Comptes**